



STOPPER LA REGRESSION SOCIALE ET NON A LA GUERRE TOUS ENSEMBLE DES LE 10 SEPTEMBRE

120 militants FO (délégué syndical, élus CSE, secrétaire de section ou de syndicat...) des entreprises du secteur des transports, du bâtiment, de l'agroalimentaire, des ports, des services à la personne, de la santé privée, des organismes sociaux, de la grande distribution, des sucreries, des déchets, du secteur du nettoyage, des hôpitaux, des administrations publiques d'Etat (enseignement, finances, aménagement du territoire, France Travail...) et des collectivités territoriales...réunis en assemblée générale le mardi 02 septembre 2025 à St Paul ont fait le point sur la situation sociale au moment où des appels à la grève se multiplient partout pour bloquer le pays le 10 septembre et dans un contexte dans lequel le premier ministre Bayrou, effrayé par la colère qui se répand et qui cherche à s'organiser, est contraint de demander un vote de confiance sur sa politique le 8 septembre.

L'assemblée générale des militants FO rejette massivement les mesures régressives du gouvernement Macron-Bayrou qui remettent en cause plus de 80 ans de luttes et de conquêtes ouvrières.

L'assemblée générale dénonce et refuse :

- La suppression de deux jours fériés,
- La remise en cause de la 5^{ème} semaine de congés payés,
- La remise en cause des ALD (Affection Longue Durée),
- La multiplication des contrôles des arrêts de maladie,
- Les atteintes aux fondements de la Sécurité sociale,
- Le gel des aides et prestations sociales,
- Le démantèlement du service public avec le non-rempacement d'un fonctionnaire sur 3 et la suppression de 3000 postes de fonctionnaires d'ici 2026
- La suppression de l'abattement des 10 % sur l'impôt,
- La baisse des revenus pour les retraités,
-

Avec ce budget d'économie de 44 milliards d'euros pour préparer la guerre, personne n'est épargné. Toutes les catégories sociales sont menacées : la jeunesse, les femmes, les salariés, les retraités, les malades, les personnes âgées, les chômeurs et surtout les plus fragiles.

Avec la baisse des dotations de fonctionnement, les collectivités vont devoir revoir à la baisse le budget consacré à l'amélioration de l'habitat social pour les plus démunis et la construction des infrastructures (bâtiments, routes...) qui représente près de 90 % de la commande publique avec les conséquences sur l'emploi dans ce secteur.

Les associations sont également touchées par ce budget d'austérité y compris les jeunes licenciés dans un club (fin du Pass'Sport de 50 euros...).

L'assemblée générale s'insurge contre le refus du premier ministre de revenir sur le maintien dans la fonction publique de l'abattement de 10 % sur les salaires des femmes enceintes qui sont obligées de se mettre en congé de maladie ordinaire pendant leur grossesse.

L'assemblée générale refuse qu'on consacre des milliards d'euros aux dépenses d'armement au détriment des besoins élémentaires de la population, à commencer par la santé et l'éducation.

De l'argent, il y en a : 211 milliards ont été accordées principalement aux grands patrons sans contrepartie qui leur ont permis de verser 100 milliards de dividendes à leurs actionnaires en 2024.

L'assemblée générale dénonce l'augmentation des contrôles exercés sur les demandeurs d'emploi, en augmentation.

L'assemblée générale refuse la stigmatisation des privés d'emploi qui de plus subissent des réformes de l'assurance chômage successives qui ne font que réduire leurs droits et exige l'abrogation de la loi "plein emploi".

Au moment où des aides publiques de plus de 500 millions à La Réunion ont été accordées aux entreprises sans création d'emplois supplémentaires, l'assemblée générale exige :

- Une indemnité de résidence pour tous tenant compte de la vie chère à La Réunion,
- L'application de toutes les conventions collectives afin de compenser le différentiel de 590 euros de salaire moyen entre un travailleur à La Réunion et un travailleur de l'hexagone.
- Un vrai travail, un vrai salaire pour une retraite décente (20 % des retraités touche le minimum vieillesse à l'âge de départ en retraite à 67 ans),
- Le retour à la retraite à 60 ans après 37.5 annuités de cotisation permettant aux jeunes d'accéder rapidement au marché du travail,
- Le maintien du complément de rémunération des fonctionnaires placés en congé longue maladie,
- Le renforcement des services publics à La Réunion pour un meilleur accueil de la population,
- La préservation de la sécurité sociale de 1945, conquête ouvrière....
- Un rattrapage du montant des retraites pour pouvoir vivre dignement à La Réunion et une prise en charge digne pour les personnes âgées et dépendantes.

L'économie d'armement massif et l'austérité font grandir la colère et l'exaspération dans la population contre la violence sociale qui en découle.

La volonté d'en découdre avec cette politique de régression sociale en organisant la grève et le blocage à partir du 10 septembre sont au centre des préoccupations.

L'assemblée générale des militants Force Ouvrière appellent les salariés et agents des services publics à se réunir avec leurs syndicats pour décider de bloquer la politique de régression du gouvernement.

Cette motion sera le mandat de la délégation de l'UD FO aux réunions de l'intersyndicale.

Adopté à l'unanimité

Fait à St Paul, le 02 septembre 2025